



HAL
open science

L'extrémisme à la britannique : le cas du Parti conservateur de Boris Johnson

Emma Bell

► **To cite this version:**

Emma Bell. L'extrémisme à la britannique : le cas du Parti conservateur de Boris Johnson. *Recherches Internationales*, 2022, 124 (1), pp.59-77. 10.3406/rint.2022.3355 . hal-04648878

HAL Id: hal-04648878

<https://hal.science/hal-04648878v1>

Submitted on 14 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'extrémisme à la britannique : le cas du parti conservateur de Boris Johnson

Emma Bell, Professeure de civilisation britannique

LLSETI, Université de Savoie Mont Blanc

Résumé

Bien que l'extrémisme soit rarement associé au Royaume-Uni et encore moins à son plus vieux parti politique, le parti conservateur, cet article démontre que Boris Johnson a adopté le style d'un leader de l'extrême droite, ou au moins de la droite radicale, notamment par son manque de respect pour les lois et les institutions de la démocratie libérale. Le parti conservateur sous sa direction s'est revêtu des caractéristiques des partis considérés comme étant le plus à droite de l'échiquier politique, notamment le nationalisme, le racisme, la xénophobie, le populisme, l'État fort et une hostilité envers la démocratie. Il ne s'agit pas simplement d'une question de style ou d'opportunisme politique mais d'une question de fond, beaucoup de lois ayant été votées qui traduisent un courant d'extrémisme au sein du parti. Ce courant trouve ses origines dans une tendance qui antécède Boris Johnson et ne disparaîtra pas forcément après sa démission de la tête du parti. Il semble que l'extrémisme soit désormais bien ancré au centre.

Introduction

L'extrémisme est souvent considéré comme une maladie qui n'atteint que d'autres pays du monde, le parlement britannique – « la mère des parlements » – étant synonyme de la « modération »¹. L'extrémisme est notamment considéré comme étant étranger au conservatisme. Lorsque Boris Johnson semblait s'inspirer du populisme de l'extrême droite en contournant le règlement parlementaire, on déclarait qu'il n'était plus conservateur² et qu'il marquait une rupture avec ses prédécesseurs³. L'extrémisme au Royaume-Uni serait la chasse gardée de la gauche –

¹ Ed West, « Around the world, Westminster is a byword for political moderation », *The Spectator*, 23 mars 2017, <https://www.spectator.co.uk/article/around-the-world-westminster-is-a-byword-for-political-moderation>

² Leader, « Boris Johnson's unconservative party », *The Economist*, 7 septembre 2019, <https://www.economist.com/leaders/2019/09/07/boris-johnsons-unconservative-party>

³ David Gauke, « How my party lost its way », *The New Statesman*, 19 janvier 2022, <https://www.newstatesman.com/politics/conservatives/2022/01/david-gauke-how-my-party-lost-its-way>

rappelons les attaques contre l'ancien leader du parti travailliste Jeremy Corbyn pour son supposé extrémisme⁴ – ou bien des partis de l'extrême droite tels le British National Party ou le United Kingdom Independence Party⁵. Pourtant, bien que Boris Johnson semble avoir représenté une rupture avec les traditions britanniques par son style populiste, son recours aux mensonges compulsifs, son manque de respect des institutions britanniques, voire du droit national et international, il ne faut pas pour autant considérer ce comportement comme étant totalement étranger à la tradition conservatrice. Comme le politologue Corey Robin le rappelle, le conservatisme, quel que soit sa couleur nationale, n'a pas toujours été « modéré »⁶. Les leaders comme Ronald Reagan ou Donald Trump ne représentent pas une déformation du « vrai » conservatisme : au contraire, ils puisent dans une vieille tradition qu'on peut retrouver chez Edmund Burke et Joseph de Maistre⁷. C'est une tradition qui reconnaît la nécessité de faire appel aux masses et d'exploiter leur force afin de renforcer ou restaurer le pouvoir des élites⁸. Il s'agit de ce que Stuart Hall, dans son analyse de la stratégie politique de Margaret Thatcher, a qualifié de « populisme autoritaire » (*authoritarian populism*), soit une tentative d'imposer les priorités des élites qui s'ancrent dans des craintes et des inquiétudes réelles provenant du « peuple »⁹. Ce n'est pas pour rien que Thatcher s'est décrite comme une « conservatrice révolutionnaire »¹⁰ : elle était prête à faire appel au populisme afin d'ancrer son projet de restauration du pouvoir des élites dans un mouvement populaire.

Il y aurait donc une certaine tradition d'extrémisme au sein du conservatisme. Mais le parti conservateur britannique contemporain sous la direction de Boris Johnson semble marquer un exemple particulièrement flagrant de celle-ci. Peut-on le considérer comme un parti de l'extrême droite, ou au moins de la droite radicale ? Afin de répondre à cette question, il convient tout d'abord de définir de quoi il s'agit. En 1995, après avoir passé en revue vingt-six définitions de

⁴ Tony Blair, cité par Andrew Sparrow, « Corbyn government would be dangerous experiment », *The Guardian*, 28 mai 2016, <https://www.theguardian.com/politics/2016/may/28/tony-blair-corbyn-government-dangerous-experiment> ; Leo McKinstry, « I worked with Corbyn for 10 years and know he's a toxic extremist », *The Sun*, 6 août 2019, <https://www.thesun.co.uk/news/opinion/9658714/jeremy-corbyn-labour-unfit-government/>

⁵ Luke LeCras, « Blurred boundaries : Some historical precedents for radical right-wing populism in contemporary Britain », *Australian Journal of Politics and History*, vol. 66, n° 3, 2020: 450-456.

⁶ Corey Robin, *The Reactionary Mind : From Edmund Burke to Donald Trump*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

⁷ *Ibid.*, p. 47.

⁸ *Ibid.*, p. 56.

⁹ Stuart Hall, *The Hard Road to Renewal : Thatcherism and the Crisis of the Left*, Londres, Verso, 1988.

¹⁰ Margaret Thatcher, « The principles of Thatcherism », discours prononcé à Seoul, Corée du Sud, 3 septembre 1992, <https://www.margaretthatcher.org/document/108302>

l'extrémisme de droite, Cass Mudde concluait que seules cinq caractéristiques sont récurrentes et peuvent donc donner lieu à une définition du phénomène : le nationalisme ; le racisme ; la xénophobie ; l'État fort ; et une hostilité envers la démocratie¹¹. Plus récemment, Elisabeth Carter a cherché à déterminer si cette définition est toujours d'actualité¹². Elle analyse les cinq caractéristiques identifiées par Mudde et en ajoute une autre – le populisme – tout en concluant que si ces éléments sont souvent présents chez les partis de l'extrême droite, ils ne sont pas forcément tous présents ensemble, ce qui l'amène à considérer que seuls l'autoritarisme, une hostilité envers la démocratie et le nationalisme sont les caractéristiques fondamentales de l'extrême droite. Il est à noter qu'elle ne fait pas de distinction entre l'extrême droite et la droite radicale, considérant que ces deux tendances partagent plus de similitudes que de différences¹³, bien que les adhérents de cette dernière tendance soient prompts à déclarer leur respect de la démocratie¹⁴. Nous nous attacherons ici à déterminer s'il convient de considérer le parti conservateur sous Johnson comme un parti de l'extrême droite et/ou un parti de la droite radicale.

L'État fort

Le parti conservateur britannique est souvent considéré (et auto-revendiqué) comme étant le parti de l'ordre public¹⁵. Les électeurs et électrices interrogé·e·s sur les compétences des différents partis en la matière placent régulièrement les conservateurs en tête¹⁶. Certes, le parti de Margaret Thatcher était bien connu pour avoir renforcé les pouvoirs de l'État¹⁷ afin de lutter contre ceux qu'elle qualifiait d'« ennemi extérieur » – les troupes argentines dans les Malouines – et d'« ennemi intérieur » – les mineurs participant à la grève de 1984-85¹⁸. Cependant, en dépit de ses discours de sévérité dans la lutte contre la criminalité, et le ciblage policier de certains groupes de la population (les mineurs, les militants de gauche, les jeunes hommes noirs...), les

¹¹ Cas Mudde, *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 11.

¹² Elisabeth Carter, « Right-wing extremism/radicalism : Reconstructing the concept », *Journal of Political Ideologies*, 2018, DOI : [10.1080/13569317.2018.1451227](https://doi.org/10.1080/13569317.2018.1451227)

¹³ *Ibid.*, p. 3.

¹⁴ *Ibid.*, p. 10.

¹⁵ Voir, par exemple, Priti Patel, discours prononcé lors du congrès annuel du parti conservateur, 1^{er} octobre 2019, <https://conservativehome.com/2019/10/01/priti-patel-i-will-give-the-police-the-powers-they-need-to-defeat-crime-full-text-of-her-conference-speech/>

¹⁶ IPSOS, *Best Party on Key Issues*, 2015, <https://www.ipsos.com/en-uk/best-party-key-issues-crimelaw-order>

¹⁷ Andrew Gamble, *The Free Economy and the Strong State : The Politics of Thatcherism*, Basingstoke, Macmillan, 1989.

¹⁸ Margaret Thatcher, discours prononcé le 19 juillet 1984, <https://www.margaretthatcher.org/document/105563>

gouvernements successifs de Thatcher n'ont pas renforcé la législation en la matière de manière significative¹⁹. D'ailleurs, lorsque le parti travailliste l'a fait sous la direction de Tony Blair²⁰, il a souvent été critiqué par certains conservateurs, y compris l'ancien ministre de l'Intérieur du cabinet fantôme britannique, qui craignaient qu'un État devenu trop « fort » porte atteinte à des libertés individuelles. En tant que Premier ministre de 2010 à 2016, David Cameron a cherché à marquer une rupture avec ses prédécesseurs travaillistes et les politiques punitives qui avaient contribué à l'explosion de la population carcérale en Angleterre pour atteindre le taux d'incarcération le plus élevé de l'Europe de l'Ouest²¹. Prônant le « conservatisme compassionnel », il considérait qu'il fallait mettre l'accent davantage sur la prévention que sur la répression de la criminalité et donner les moyens aux délinquants pour se réinsérer dans la société²². Or, la Grande-Bretagne continue d'avoir un taux d'incarcération très élevé et les conditions de détention sont souvent critiquées par l'inspecteur en chef des prisons²³. Sous la direction de Boris Johnson, le parti semble avoir abandonné tout discours libéral en faveur du populisme pénal²⁴, le rapprochant ainsi des partis de l'extrême droite.

Suite aux législatives de décembre 2019, le discours de la Reine annonçant le programme du gouvernement a mis en avant l'ordre public²⁵. La nouvelle ministre de l'Intérieur, Priti Patel, réputée être très à droite pour s'être exprimée en faveur de la peine de mort lors d'un entretien télévisé en 2011²⁶, a notamment renforcé les pouvoirs policiers. En juin 2022, elle a accordé à la police le droit de contrôler et fouiller toute personne présente dans un quartier où l'on estime qu'il existe un risque que des actes violents soient commis. Ce pouvoir avait pourtant été encadré lorsque Theresa May était au ministère de l'Intérieur, notamment en raison de l'impact disproportionné qu'il a sur les minorités ethniques. En effet, une personne noire a sept fois plus de

¹⁹ Robert Reiner, *Law and Order : An Honest Citizen's Guide to Crime and Control*, Cambridge, Polity Press, 2007, p. 129.

²⁰ Emma Bell, *Criminal Justice and Neoliberalism*, Basingstoke, Palgrave, 2011.

²¹ <https://www.prisonstudies.org/>

²² David Cameron, *For the Record*, Londres, William Collins, 2019, p.119.

²³ HM Chief Inspector of Prisons for England and Wales, *Annual Report 2018-19*, 2020,

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/814689/hmip-annual-report-2018-19.pdf

²⁴ Emma Bell, « Du libéralisme à l'autoritarisme : la trajectoire étrange du populisme pénal, 2010-2020 », in Porion, Stéphane et Dalingwater, Louise (eds.), *Le parti conservateur au pouvoir 2010-2020*, Septentrion, à paraître, 2023.

²⁵ Discours de la Reine, 19 décembre 2019, <https://www.gov.uk/government/speeches/queens-speech-december-2019>

²⁶ Peter Walker, « Who is the real Priti Patel ? », *The Guardian*, 29 février 2020.

chances d'être interpellée et fouillée qu'une personne blanche²⁷. Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, les pouvoirs d'exception de la police ont été davantage utilisés à l'encontre des minorités ethniques²⁸. Bien que les conséquences discriminatoires du renforcement des pouvoirs policiers ne soient pas forcément intentionnelles, le refus du gouvernement actuel de les remettre en question traduit peut-être un certain manque de respect pour le principe d'égalité qu'on associe plus souvent au « centre » politique.

D'ailleurs, les pouvoirs policiers seront considérablement renforcés par la loi sur la police, la criminalité, les peines et les tribunaux (*Police, Crime, Sentencing and Courts Act*) votée par le parlement britannique au printemps 2022. Elle restreint le droit de manifester, prévoit une peine de dix ans de prison pour la dégradation de mémoriaux, ainsi que des peines plus sévères pour les gens du voyage en faisant passer le fait de s'introduire dans une propriété privée d'infraction civile à infraction pénale. Ce sera désormais un crime de ne pas respecter les restrictions imposées aux manifestants par les chefs de police, telles une heure de début et de fin ou des limitations de bruit. La définition de « nuisance publique » a été considérablement élargie afin de prévenir des actions telles le blocage de routes organisé par les participants à *Extinction Rebellion*, la campagne de désobéissance civile lancée en réponse à l'état d'urgence climatique. Le gouvernement de Johnson cherche toutefois à renforcer davantage la loi : lors du dernier discours de la Reine en mai 2022, il a annoncé un nouveau projet de loi sur l'ordre public qui créerait de nouvelles infractions pénales pour ceux et celles qui s'attaquent à l'infrastructure (comme des ponts, des barrières ou des poteaux). Se servir des pouvoirs régaliens de l'État contre ses critiques et opposants politiques rapproche le parti sous Johnson de l'extrême droite²⁹.

Le gouvernement de Johnson a également accordé davantage de pouvoirs aux tribunaux. Il s'est engagé dès fin 2019 à mettre fin à la libération anticipée des détenus purgeant des peines pour des crimes violents ou de nature sexuelle³⁰ et il a fait voter à la hâte une nouvelle loi empêchant la

²⁷ UK Government, « Ethnicity facts and figures : Stop and search », 27 mai 2022, <https://www.ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/crime-justice-and-the-law/policing/stop-and-search/latest>

²⁸ National Police Chief's Council, « Fixed Penalty Notices issued under Covid-19 emergency health regulations by police forces in England and Wales », 25 juin 2020, <https://cdn.prgloo.com/media/7fbb1f4e53a3454e86d12f1c79c622b4.pdf>

²⁹ Reinhard Heinisch, « Success in opposition – failure in government : Explaining the performance of right-wing populist parties in public office », *West European Politics*, vol. 26, n° 3, 2003, p. 95, cité dans Elisabeth Carter, *op. cit.*, p. 6.

³⁰ Robert Buckland, discours prononcé au congrès annuel du parti conservateur, 1^{er} octobre 2019, <http://www.ukpol.co.uk/robert-buckland-2019-speech-to-conservative-party-conference/>

libération anticipée des personnes condamnées pour actes de terrorisme (*Terrorist Offenders [Restriction of Early Release] Act 2020*) suite aux attentats terroristes perpétrés à Londres par d'anciens détenus ayant été libérés sous caution avant d'avoir purgé la totalité de leur peine. Afin de faire face à l'inflation carcérale, il s'est engagé à élargir le parc pénitentiaire de 18 000 places d'ici le milieu des années 2020³¹.

La position de Boris Johnson sur les questions d'ordre public pourrait nous étonner étant donné sa réputation de « libéral », non seulement dans le sens économique du terme, mais également dans son sens moral. Lors de sa prise de fonctions en juillet 2019, certains commentateurs ont souligné que ses politiques en tant que maire de Londres permettaient de le qualifier de « libéral et permissif »³². Sur les grandes questions de mœurs, il ne partage pas grand-chose en commun avec certains leaders de l'extrême droite : il soutient le mariage gay³³ et le droit à l'avortement³⁴ ; et il est le premier leader britannique à avoir occupé Downing Street avec sa compagne avant de se marier. Cependant, il n'a pas hésité à s'engager dans la « guerre des cultures », notamment pour défendre l'Empire britannique contre ceux et celles qui chercheraient à « censurer l'histoire »³⁵, se plaçant ainsi du côté des conservateurs de droite. Il n'a pas non plus hésité à se servir de la loi pour sanctionner ses opposant·e·s, comme on l'a vu plus haut avec des peines de dix ans pour les personnes qui dégradent les mémoriaux. Mais paradoxalement, Johnson a démontré qu'il a peu de respect pour la loi elle-même, l'ayant enfreinte à plusieurs reprises en participant à des rassemblements festifs à Downing Street en violation des restrictions sanitaires mises en place pour lutter contre la pandémie. De manière plus générale, Johnson s'est montré peu respectueux des institutions démocratiques, y compris les tribunaux, ce qui pourrait également le rapprocher des leaders de l'extrême droite, ou au moins de ceux de la droite radicale³⁶.

³¹ House of Commons Library Research Briefing, « The prison estate », 8 October 2021.

³² Ryan Bourne, « Don't lump Boris Johnson together with Donald Trump », *The Washington Post*, 23 juillet 2019, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2019/07/23/dont-lump-boris-johnson-together-with-donald-trump/>

³³ Boris Johnson, « I'm in favour of gay marriage and I can't see what all the fuss is about », *The Independent*, 11 octobre 2012, <https://www.independent.co.uk/voices/comment/boris-johnson-i-m-in-favour-of-gay-marriage-and-i-can-t-see-what-all-the-fuss-is-about-8205338.html>

³⁴ Reuters, « Boris Johnson says US abortion decision is 'a big step backwards' », 24 juin 2022, <https://www.reuters.com/world/uk/uks-boris-johnson-says-us-abortion-decision-is-big-step-backwards-2022-06-24/>

³⁵ Kate Day, « Boris Johnson : We cannot edit our past », *Politico*, 12 juin 2020, <https://www.politico.eu/article/boris-johnson-we-cannot-edit-our-past-black-lives-matter-statues-history-protests/>

³⁶ Elisabeth Carter, *op. cit.*, p. 9.

Johnson contre la démocratie ?

Début 2020, Johnson a nommé une nouvelle procureure générale, Suella Braverman, qui a immédiatement cherché à limiter le contrôle judiciaire des décisions exécutives au nom du respect du principe fondamental de souveraineté parlementaire³⁷. D'après elle, le mécanisme a servi d'outil politique aux opposants du gouvernement, citant comme exemple la décision de la Cour suprême britannique qui a jugé illégale la suspension du Parlement décrétée par Johnson en septembre 2019 afin de limiter toute opposition à une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne sans accord de retrait³⁸. La loi sur le contrôle judiciaire et les tribunaux (*Judicial Review and Courts Act*) votée au printemps 2022 limite ainsi le pouvoir des tribunaux pour remédier aux actions illégales prises par l'exécutif, mesure qui a été critiquée par certains conservateurs pour son caractère anti-démocratique³⁹.

Il ne s'agit pas ici de faire respecter la souveraineté du parlement mais plutôt la souveraineté de l'exécutif dont les pouvoirs ont été davantage renforcés sous la direction de Johnson. D'après les politologues Ward et Ward, cela s'est fait par le biais de la réorganisation structurelle, de l'imposition d'en haut de la politique du Premier ministre et de la soustraction du gouvernement à tout contrôle externe⁴⁰. Les ministres moins favorables au programme du Premier ministre ont été écartés du cabinet, et 21 députés conservateurs qui avaient voté contre l'ex-Premier ministre ont été exclus du parti. La stratégie de communication a été davantage centralisée afin de concentrer les annonces politiques à Downing Street, tandis que la coordination centrale des différents ministères a été affirmée⁴¹. Afin d'empêcher le contrôle parlementaire des politiques imposées par Johnson, il y a eu un recours accru à la législation déléguée aux ministères qui sont chargés d'appliquer la législation primaire⁴².

Cette centralisation des pouvoirs au sein de l'exécutif s'est traduite non seulement par un certain mépris des institutions parlementaires nationales mais également des institutions

³⁷ Suella Braverman, discours prononcé le 19 octobre 2021, <https://www.gov.uk/government/speeches/judicial-review-trends-and-forecasts-2021-accountability-and-the-constitution>

³⁸ R (on the application of Miller) (Appellant) v The Prime Minister (Respondent) [2019] UKSC 41.

³⁹ David Davis, « Be warned : This government is robbing you of your right to challenge the state », *The Guardian*, 25 octobre 2021, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/oct/25/judicial-review-peoples-right-fight-government-destroy-courts-undemocratic>

⁴⁰ Joseph Ward et Bradley Ward, « From Brexit to COVID-19 : The Johnson government, executive centralisation and authoritarian populism », *Political Studies*, décembre 2022, DOI : [10.1177/00323217211063730](https://doi.org/10.1177/00323217211063730)

⁴¹ *Ibid.*, pp. 9-11.

⁴² *Ibid.*, pp. 11-12.

supranationales. Passant outre la loi internationale⁴³, en juin 2022 le gouvernement a déposé un projet de loi qui lui permettrait de revenir sur le protocole nord-irlandais, selon lequel la province britannique reste dans le marché unique européen. Il prévoit également d'abroger la loi sur les droits de la personne (*Human Rights Act*) de 1998, ce qui permettrait aux tribunaux britanniques de ne pas respecter les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Cela n'entraînerait pas automatiquement une violation des obligations britanniques vis-à-vis de la loi et des conventions internationales, notamment la convention européenne des droits de l'homme, mais cela demeure possible si la législation qui remplacera la loi de 1998 confère moins de protections aux citoyen·ne·s britanniques⁴⁴.

À cette tendance au non-respect des institutions de la démocratie libérale, il faudrait ajouter celle à l'anti-pluralisme, considérée par la plupart des expert·e·s de l'extrême droite comme une caractéristique fondamentale de ce courant politique⁴⁵. Nous avons déjà cité les actions de Johnson pour museler ses opposants au sein de son propre parti. Nous pourrions également citer sa campagne de diffamation contre le leader de l'opposition au parlement britannique, Keir Starmer, qu'il a accusé d'avoir permis au pédophile Jimmy Savile d'échapper à la justice quand il était procureur général. Cette thèse, reprise des milieux complotistes d'extrême droite, a entraîné la démission d'une cheffe politique à Downing Street, anciennement fidèle alliée de Johnson, qui l'a jugée « sans fondement raisonnable ou justifié »⁴⁶. On pourrait également considérer la nouvelle loi contre les manifestations comme une bonne illustration de ses tentatives de museler ses opposant·e·s, tout comme la loi sur les élections de 2022 (*The Elections Act*) qui exige désormais que les électeurs présentent une carte d'identification avec photographie. Cela pose problème dans un pays où la carte d'identité n'est pas obligatoire et ceux et celles qui ont le moins de chance d'en avoir une sont déjà exclu·e·s de la société : les personnes handicapées, transgenres, non-diplômé·e·s et les chômeurs et chômeuses⁴⁷. Cette loi pourrait ainsi provoquer une rupture

⁴³ Mark Elliot, « Does the Northern Ireland protocol bill breach international law? », Centre for Public Law, University of Cambridge, 17 juin 2022, <https://www.cpl.law.cam.ac.uk/press/news/2022/06/law-focus-does-northern-ireland-protocol-bill-breach-international-law-mark>

⁴⁴ Tobias Lock, « UK human rights reform and international law », *The British Academy*, 4 novembre 2016, <https://www.thebritishacademy.ac.uk/blog/uk-human-rights-reform-and-international-law/>

⁴⁵ Elisabeth Carter, *op cit.*, p. 9 ; Mudde, *op. cit.*

⁴⁶ Munira Mirza, lettre de démission, 3 février 2022, <https://www.theguardian.com/uk-news/2022/feb/03/what-munira-mirza-said-in-her-letter-resigning-as-boris-johnsons-policy-chief>

⁴⁷ Toby James, « Democracy undermined : Elections in the UK are changing », *The Conversation*, 29 avril 2022, <https://theconversation.com/democracy-undermined-elections-in-the-uk-are-changing-heres-how-182251>

d'égalité entre citoyen·ne·s, ce qui est encore un signe de non-respect de la démocratie, plus courant chez les partis de l'extrême droite⁴⁸. La rupture d'égalité entre citoyen·ne·s est encore plus flagrante dans les propos et politiques entachés de racisme et de xénophobie.

Le racisme et la xénophobie : de *Windrush* au Rwanda

Le parti conservateur condamne formellement le racisme. Dans une déclaration officielle lors de la publication en 2021 du rapport commandité par Downing Street sur les disparités raciales au Royaume-Uni⁴⁹, Boris Johnson a affirmé que son gouvernement est pleinement engagé dans la construction d'un pays plus juste et dans l'éradication des disparités raciales⁵⁰. Ce rapport, extrêmement contesté⁵¹, avait notamment conclu qu'il n'existe aucune preuve de l'existence du racisme institutionnel au Royaume-Uni⁵². Pourtant, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, Johnson a été accusé d'islamophobie, définie comme « l'exclusion régulière des Musulmans de la vie économique, sociale et publique de la nation [...] discrimination ou [...] harcèlement »⁵³. Dans une chronique publiée dans le journal très conservateur *The Daily Telegraph*, il a comparé les musulmanes qui portent le voile intégral à des « boîtes aux lettres » et à des « braqueurs de banque »⁵⁴. La baronne Warsi, l'ancienne co-présidente du parti conservateur, a soutenu le MCB – le Conseil des Musulmans de Grande-Bretagne – dans son appel au parti à lancer une enquête officielle sur l'islamophobie en son sein⁵⁵. Elle a cité de nombreux incidents de la part des membres du parti : le cas du député conservateur qui a retweeté les messages d'un groupuscule antimusulman d'extrême droite, la *English Defence League* ; celui du conseiller municipal conservateur qui a partagé sur ses pages Facebook et Twitter un article qualifiant les Musulmans

⁴⁸ Elisabeth Carter, *op cit.*, p. 9.

⁴⁹ Commission on Race and Ethnic Disparities, *Report on Race and Ethnic Disparities*, 31 mars, 2021, <https://www.gov.uk/government/publications/the-report-of-the-commission-on-race-and-ethnic-disparities>

⁵⁰ Boris Johnson, « Prime Minister's statement on the report on race and ethnic disparities », 31 mars 2021, <https://www.gov.uk/government/news/pm-statement-on-the-commission-on-race-and-ethnic-disparities-31-march-2021>

⁵¹ Leon Tikly « Racial formation and education: A critical analysis of the Sewell report », *Ethnicities*, janvier 2022, DOI : [10.1177/14687968211061882](https://doi.org/10.1177/14687968211061882)

⁵² Commission on Race and Ethnic Disparities, *op. cit.*, p. 77.

⁵³ The Runnymede Trust, *A Challenge for Us All*, 1997

<https://www.runnymedetrust.org/companies/1774/Islamophobia-A-Challenge-for-Us-All.html>, p. 1.

⁵⁴ Boris Johnson « Denmark has got it wrong : Yes, the burka is oppressive and ridiculous – but that's no reason to ban it », *The Telegraph*, 5 août 2018, <https://www.telegraph.co.uk/news/2018/08/05/denmark-has-got-wrong-yes-burka-oppressive-ridiculous-still/>

⁵⁵ Sayeeda Warsi, « No more excuses : Time for an inquiry into Tory islamophobia », *The Guardian*, 4 juillet 2018.

de « parasites » ; ou la campagne électorale « islamophobe » du conservateur Zac Goldsmith pour la mairie de Londres⁵⁶. Elle considère que le parti est marqué par le « préjudice systématique » à l'égard des Musulmans. En tant que Premier ministre, Johnson a accepté de commanditer une enquête sur l'islamophobie au sein de son parti mais il a réorienté le mandat du comité vers toutes les formes de discrimination, et non seulement celles envers les Musulman·e·s. Le rapport, publié en 2021, a écarté la notion d'islamophobie institutionnelle au sein du parti, et n'a pas considéré les remarques de Johnson comme étant islamophobes⁵⁷ en dépit du fait qu'elles ont été suivies d'un pic d'insultes verbales envers les Musulmanes⁵⁸. Il a toutefois cité de nombreux exemples de discrimination antimusulmane au sein du parti⁵⁹.

D'ailleurs, le nativisme mis en avant par les conservateurs pourrait provoquer la discrimination raciale et la xénophobie. Il consiste à donner la priorité aux Britanniques pour l'accès à l'emploi, au logement et aux services publics. Par exemple, le gouvernement de coalition de David Cameron a cherché à limiter l'accès des citoyen·ne·s européen·ne·s aux allocations sociales selon leur statut professionnel et la durée de leur séjour au Royaume-Uni⁶⁰. De même, depuis 2017, les fournisseurs de services de santé sont contraints de vérifier si les patient·e·s ont le droit de bénéficier des soins gratuits. Les personnes « natives » ne sont pas définies en termes d'ethnicité mais plutôt en termes de nationalité. Les politiques nativistes à la britannique ne sont donc pas ouvertement racistes, mais elles pourraient avoir pour effet d'alimenter la discrimination à l'encontre des minorités ethniques. Ce sont justement les politiques nativistes qui ont contribué à créer un « environnement hostile » pour beaucoup de personnes qui ne seraient pas considérées comme étant ethniquement « natives » au pays. La politique de l'« environnement hostile », lancée par Theresa May en tant que ministre de l'Intérieur en 2012 et inscrite dans les lois de 2014 et 2016 sur l'immigration, visait à renforcer les contrôles d'identité au-delà des frontières en contraignant les employeurs, bailleurs et médecins à contrôler la régularité de séjour de leurs

⁵⁶ Au cours de la campagne, Zac Goldsmith a accusé son adversaire travailliste, le musulman Sadiq Khan, d'avoir soutenu l'extrémisme islamiste.

⁵⁷ The Singh Investigation, *Independent Investigation into Alleged Discrimination, Citing Protected Characteristics, Within the Conservative and Unionist Party in England, Wales and Northern Ireland*, 2021, <https://singhinvestigation.co.uk/>

⁵⁸ Chris Allen « Islamophobia in the conservative party : Key points from the inquiry on discrimination », 26 mai 2021, <https://theconversation.com/islamophobia-in-the-conservative-party-key-points-from-the-inquiry-on-discrimination-161532>

⁵⁹ The Singh Investigation, *op. cit.*

⁶⁰ Anna McKeever, *Immigration Policy and Right-Wing Populism in Western Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2020, p. 41.

« client·e·s ». C'est cette politique qui a conduit au scandale de « Windrush » au printemps 2018 à la suite des révélations par le *Guardian* que des immigré·e·s arrivé·e·s au Royaume-Uni entre 1948 et 1973 et bénéficiant du droit d'installation en tant que ressortissant·e·s du Commonwealth se sont vus privé·e·s de soins médicaux, d'emploi, voire menacé·e·s d'expulsion, faute de pouvoir justifier de leur nationalité britannique⁶¹.

Cette politique peut être considérée comme un exemple de racisme institutionnel dans la mesure où elle a mené directement à la discrimination contre un groupe racial, notamment des personnes issues de l'immigration antillaise, quelques soient les intentions explicites de ses auteurs⁶². La Haute cour de justice a déclaré en 2019 que l'obligation des bailleurs à contrôler les papiers d'identité des futur·e·s locataires pouvait les amener à pratiquer la discrimination raciale et donc à agir en violation de la loi sur les droits de la personne de 1998⁶³. Bien que le gouvernement conservateur de Theresa May ait présenté ses excuses et rebaptisé la politique sous le nom d'« environnement de conformité » (*compliant environment*), les lois de 2014 et 2016 n'ont pas été abrogées. À cet égard, le gouvernement de Johnson a récemment mis en place une nouvelle loi qui pourrait avoir un impact disproportionné sur les minorités ethniques. La loi sur la nationalité et les frontières (*The Nationality and Borders Act*) de 2022 permet à la ministre de l'Intérieur de procéder à la déchéance de nationalité des citoyen·ne·s britanniques lorsqu'elle considère que c'est dans l'intérêt public. La déchéance de nationalité existe au Royaume-Uni depuis 2006 mais, jusqu'à présent, il était nécessaire de notifier les personnes concernées au préalable, ce qui leur donnait la possibilité de faire appel contre la décision. La nouvelle loi supprime cette exigence de préavis. Étant donné que l'État britannique ne peut retirer la nationalité qu'à des personnes nées à l'étranger ou ayant la double nationalité, cet article risque d'avoir un impact disproportionné sur les minorités ethniques. D'après une analyse du journal *The New Statesman*, deux personnes sur cinq parmi les minorités ethniques de couleur seraient éligibles à la déchéance de nationalité, contre une personne blanche sur vingt⁶⁴. Certain·e·s citoyen·ne·s britanniques auraient donc plus de droits que d'autres. D'ailleurs, la loi rend irrecevable toute demande d'asile d'une personne qui

⁶¹ Amelia Gentleman, *The Windrush Betrayal*, Londres, Guardian Faber, 2019.

⁶² *Ibid.*, p. 165.

⁶³ R (Joint Council for the Welfare of Immigrants) v Secretary of State for the Home Department [2019] EWHC 452 (Admin).

⁶⁴ Ben van der Merwe, « Exclusive : British citizenship of 6 million people could be jeopardised by Home Office plans », *The New Statesman*, 1^{er} décembre 2021, <https://www.newstatesman.com/politics/2021/12/exclusive-british-citizenship-of-six-million-people-could-be-jeopardised-by-home-office-plans>

arrive sur le territoire par une voie illégale, et accorde une immunité à la police aux frontières s'il y a des morts lors de leurs interventions pour prévenir ces entrées illégales. Elle prévoit également que les personnes demandant l'asile puissent être déportées dans des centres de traitement off-shore. Au printemps 2022, le gouvernement a signé un accord avec le Rwanda pour traiter ses demandeurs d'asile, décision qui avait été critiquée par le Roi Charles avant qu'il accède au trône. Grâce à une décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme, le premier vol de déportation vers le Rwanda est resté cloué au sol. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a exprimé de vives préoccupations concernant l'impact de la loi de 2022 sur les personnes vulnérables, notamment les femmes, les filles et les personnes issues de minorités ethniques, ce qui placerait le gouvernement britannique en violation de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés⁶⁵.

Le caractère discriminatoire de la politique britannique en matière d'immigration est loin d'être nouveau. Depuis la loi sur la nationalité britannique de 1948 (*British Nationality Act*) qui a accordé le droit de citoyenneté à toute personne née au Royaume-Uni ou dans l'Empire et le Commonwealth, le gouvernement opère une distinction entre différentes catégories de migrant·e·s. Bien que cette loi paraisse très progressiste, son objectif principal n'était pas d'encourager l'immigration des colonies ou des pays indépendants nouvellement admis au sein du Commonwealth (comme l'Inde), mais plutôt de renforcer les liens impériaux avec les pays membres de l'« ancien » Commonwealth (comme la Nouvelle-Zélande)⁶⁶. Dans la pratique, les gouvernements travaillistes et conservateurs de l'époque ont tenté de limiter l'immigration depuis les Antilles britanniques⁶⁷. Dans les années 1960, de nouvelles lois ont été votées pour limiter l'immigration en provenance du Commonwealth et la notion de « patrilité » (*patriality*) a été élaborée afin de faire la distinction entre les migrant·e·s ayant un lien familial avec le Royaume-Uni (par exemple, un grand-parent de nationalité britannique) et ceux et celles sans lien (les *non-patrials*). Sans faire une distinction explicite selon la race des personnes migrantes, la loi a eu pour effet de limiter l'immigration des personnes de couleur⁶⁸. À partir des années 1980, tandis que la distinction entre les migrant·e·s de l'« ancien » et du « nouveau » Commonwealth est devenue

⁶⁵ United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, « The Nationality and Borders Bill : We urge the UK to take the right decision », 28 février 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/02/nationality-and-border-bill-we-urge-uk-take-right-decision>

⁶⁶ Maya Goodfellow, *Hostile Environment : How Immigrants Became Scapegoats*, Londres, Verso, 2019, p. 57.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*, pp. 73-4.

moins pertinente, la politique en matière d'immigration a commencé à différencier les personnes considérées comme plus ou moins aptes à bien s'intégrer dans la société britannique. Le racisme culturel selon lequel certaines personnes adhèreraient à des valeurs qui sont incompatibles avec celles de la société dominante⁶⁹ peut être discerné dans les politiques de citoyenneté progressivement mises en place à partir des années 2000⁷⁰. On peut le détecter également dans la promotion par David Cameron d'un « libéralisme musclé », selon lequel il fallait utiliser des moyens parfois coercitifs pour empêcher certaines communautés de vivre « à part de la société » et de se comporter « d'une manière qui s'oppose à nos valeurs »⁷¹.

La politique et le discours sur l'immigration du parti conservateur (voire du parti travailliste) se rapprochent donc de ceux de la droite radicale. On peut tracer une ligne directe entre le discours d'Enoch Powell, ancien ministre conservateur des années 1960, très connu pour avoir suggéré que la nation serait assiégée par des personnes de couleur ayant un comportement et un mode de vie étranger à celui des personnes « natives », et les politiques contemporaines qui visent à protéger les Britanniques d'une menace extérieure⁷². Une comparaison des politiques du parti conservateur avec celles du *UKIP*, un parti considéré comme appartenant à la droite radicale⁷³, montre que les deux partis présentent souvent la question de l'immigration de la même manière : comme étant un problème pour le marché du travail, la sécurité nationale, la culture et les valeurs britanniques, les services publics, le logement et la croissance urbaine⁷⁴. Le parti conservateur, comme beaucoup de partis de la droite radicale ou extrême, ne présente pas des arguments ouvertement racistes ou xénophobes contre l'immigration, mais il a contribué à créer un climat hostile à l'immigration et mis en place des politiques qui ont un impact discriminatoire.

Le national-populisme à la britannique

⁶⁹ Tariq Modood, « 'Difference', Cultural Racism and Anti-Racism », in T. Modood et P. Werbner, *Debating Cultural Hybridity*, Londres, Zed Books, 1997, pp. 154-172.

⁷⁰ Ben Pitcher, *The Politics of Multiculturalism : Race and Racism in Contemporary Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2009.

⁷¹ David Cameron, discours sur la radicalisation et l'extrémisme islamique, Munich, 5 février 2011.

⁷² Steve Hirshler et Simon Parker, « Race, immigration and multiculturalism in Conservative ideology from Powell to Johnson », University of York, preprint, mai 2022, DOI : [10.13140/RG.2.2.15438.74563](https://doi.org/10.13140/RG.2.2.15438.74563)

⁷³ Luke LeCras, *op.cit.*, p. 452.

⁷⁴ Elin Leijon Thorell, *More and More Radical Right on the Issue of Immigration ? A Comparative Analysis of Ideas on the Conservative Party and Ukip, and Their Views on Immigration after the Brexit Referendum*, Master's thesis, Uppsala University, 2019, <http://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1390637/FULLTEXT01.pdf>

Le racisme culturel du parti conservateur l'amène à promouvoir un nationalisme qui est nostalgique et rétrograde. Il se tourne vers un passé « glorieux » avant 1945 caractérisé par la domination mondiale et la lutte contre les Nazis. L'identité actuelle de la nation britannique trouverait ses origines dans ce passé idéalisé, peuplé par des personnes d'une même ethnicité partageant les mêmes valeurs et la même vision du monde. C'est cette identité qu'il faudrait protéger de la diversité⁷⁵. Boris Johnson, lui-même auteur d'une biographie de Winston Churchill, a une vision idéaliste du passé. Lors de son dernier discours au congrès du parti conservateur en octobre 2021, il a déclaré que « nous ne devrions jamais oublier que des personnes à travers le monde ont de l'admiration pour ce pays, pour son histoire et ses traditions... » et a affirmé qu'il faudrait empêcher les personnes « woke », adhérent·e·s de la « cancel culture », de « réécrire notre histoire nationale »⁷⁶. Il s'agirait de ne pas dénigrer des leaders comme Churchill – « le plus grand personnage britannique de tous les temps » – ou de critiquer le passé colonial⁷⁷. Bien avant que Johnson arrive à la tête du parti, Michael Gove, ancien ministre de l'Éducation, avait déclaré qu'il fallait « célébrer le rôle éminent que ces îles ont joué dans l'histoire du monde » et il a rendu l'enseignement de l'histoire noire optionnel dans les écoles britanniques⁷⁸. La campagne en faveur du Brexit a également puisé dans cette nostalgie pour le pays comme puissance mondiale, capable de prendre unilatéralement des décisions politiques importantes⁷⁹.

Ce nationalisme est également profondément populiste dans la mesure où il identifie le peuple à la nation⁸⁰ et cherche à le protéger des élites « woke » qui chercheraient à la dénigrer. À bien des égards, Johnson est un populiste, notamment en raison de ses politiques en matière d'immigration et de pénalité, sa rhétorique anti-élite, son penchant pour les mensonges et la

⁷⁵ Sivamohan Valluvan, *The Clamour of Nationalism : Race and Nation in Twenty-First-Century Britain*, Manchester, Manchester University Press, 2019, pp. 109-111.

⁷⁶ Boris Johnson, discours au congrès annuel du parti conservateur, 6 octobre 2021, <https://www.conservatives.com/news/2021/boris-johnson-s-keynote-speech---we-re-getting-on-with-the-job>

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Anna Leach, Antonio Voce et Ashley Kirk, « Black British history : The row over the school curriculum in England », *The Guardian*, 13 juillet 2020, <https://www.theguardian.com/education/2020/jul/13/black-british-history-school-curriculum-england>

⁷⁹ Jacob Winn, « Brexit : A fluke, or the future of British conservatism ? Analyzing the post-Brexit Conservative Party's populist status quo », *George Washington University Undergraduate Review*, vol. 4, 2021, p. 16.

⁸⁰ Elisabeth Carter, *op. cit.*, p. 17.

désinformation⁸¹, et « ses pratiques de gouvernance qui flirtent avec l'illégalité »⁸². En tant que Premier ministre, il a promu un populisme inspiré de l'extrême droite, adoptant sa rhétorique concernant le nativisme, l'anti-immigration et l'islamophobie et attirant ainsi le soutien de personnages comme Tommy Robinson, l'un des fondateurs de la *English Defence League*, un mouvement politique de l'extrême droite⁸³.

Conclusion

Sous la direction de Boris Johnson, force est de constater que le parti conservateur britannique s'est rapproché de l'extrême droite. Johnson lui-même s'est comporté comme un leader de l'extrême droite par son mépris de la démocratie, ses lois et ses institutions, ses efforts pour centraliser le pouvoir et pour museler ses opposants politiques. Son gouvernement a mis en place des politiques qui ont renforcé les pouvoirs régaliens de l'État, portant atteinte aux libertés fondamentales. Certes, de nombreux membres du parti, voire des ministres, ont dénoncé ces politiques et ils ont finalement réussi à forcer la démission de Johnson, mais cela ne veut pas dire pour autant que l'extrémisme sera éradiqué.

Comme nous l'avons montré ici, cette tendance procède d'une trajectoire historique qui antécède l'arrivée de Johnson à la tête du pouvoir : pour ne citer que quelques exemples, les politiques menant au durcissement des peines d'emprisonnement, à la limitation du droit de manifester, et à la restriction de l'immigration et des droits des demandeurs d'asile sont dans la continuité des politiques mises en place par les gouvernements précédents, quelle que soit leur couleur politique. Certaines politiques de l'extrême droite – notamment en matière de sécurité – ont été normalisées pour devenir dominantes. Elles n'auraient pas pu être votées au Parlement sans le soutien de la majorité des députés conservateurs. L'extrême droite s'est déplacée vers le centre. Certes, il existe de grandes divergences de style entre les leaders de partis considérés comme étant modérés et ceux de l'extrême droite : Johnson reste assez exceptionnel dans son imitation du style

⁸¹ David Judge, « 'Would I lie to you?' : Boris Johnson and lying in the House of Commons », *The Political Quarterly*, vol. 93, n° 1, janvier-mars 2022.

⁸² Agnès Alexandre-Collier, « Boris Johnson est-il populiste ? Le leader conservateur à l'épreuve du Brexit », *Observatoire de la société britannique*, pp. p. 127-146, <https://doi.org/10.4000/osb.5379> ; Matt Flinders, « Not a Brexit election ? Pessimism, promises and populism 'UK-Style' », *Parliamentary Affairs*, vol. 73, n° 1, 2020, pp. 225-242.

⁸³ Owen Worth, « The great moving Boris show : Brexit and the mainstreaming of the far right in Britain », *Globalizations*, DOI : [10.1080/14747731.2021.2025291](https://doi.org/10.1080/14747731.2021.2025291), pp. 8-10.

des leaders de l'extrême droite. Mais, sur le fond, les divergences sont moins flagrantes. L'élection de Liz Truss à la tête du parti marque un nouveau virage à droite. Elle s'est notamment prononcée en faveur du renforcement des pouvoirs policiers, de la déportation des demandeurs d'asile vers le Rwanda et d'autres tiers pays, des politiques « anti-woke » qui pourraient porter atteinte aux droits des personnes LGBTQI+, et de l'abrogation de la loi sur les droits de la personne de 1998⁸⁴. Son extrémisme libéral en matière économique qui a exacerbé la crise économique au Royaume-Uni, attirant de vives critiques de députés conservateurs et de la presse très conservateur, *The Daily Telegraph*, pourrait rapidement mettre fin à son mandat. Cependant, cela ne mettra pas automatiquement fin à l'extrémisme. Au mieux, le parti conservateur basculera vers l'extrême centre. D'après l'historien Pierre Serna, l'extrême centre, phénomène qu'il date de la Révolution française, se caractérise par son « girouettisme politique »⁸⁵. Il s'agit de se placer « au centre » de l'échiquier politique, pour se présenter comme étant le parti le plus légitime, censé gouverner dans l'intérêt national. En effet, le parti conservateur britannique s'est toujours considéré comme étant « *the natural party of government* ». Ce « centre » n'a pas de point fixe mais il s'agit surtout de se montrer pragmatique et d'adopter un discours de modération⁸⁶. Même Johnson, en dépit de son style radical, s'est montré pragmatique, notamment en se montrant moins rigide que ses prédécesseurs à l'égard de l'orthodoxie thatchérienne en matière des dépenses publiques et de la fiscalité⁸⁷. Suite à sa démission, et face à l'extrémisme de son successeur, il existe une volonté de certains membres du parti de rétablir sa place au « centre » en marquant une rupture de forme, mais l'extrémisme de fond risque de perdurer.

⁸⁴ Adam Ramsay, « Will Liz Truss continue Johnson's assault on rights? », *Opendemocracy*, 22 septembre 2022.

⁸⁵ Pierre Serna, *L'extrême centre ou le poison français : 1789-2019*, Paris, Champ Vallon, 2019.

⁸⁶ *Ibid.*, pp. 171-72.

⁸⁷ The Times, « The Times' view on Boris Johnson's political pragmatism : New Tories », 9 septembre 2021, <https://www.thetimes.co.uk/article/the-times-view-on-boris-johnson-s-political-pragmatism-new-tories-vzp8b0cf5>